

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-06-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel
Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 25
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,
D. PENOT, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-
ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB,
J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V.
MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO
G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
K. HALLOUL pouvoir à J.N. SALMON
C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS
L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

**OBJET : DELIBERATION RELATIVE AU REMBOURSEMENT AU REEL DES FRAIS DE REPAS
EXPOSES DANS LE CADRE D'UN DEPLACEMENT POUR LES BESOINS DU SERVICE**

NOTE DE SYNTHESE

Le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 a pour objet d'adapter les modalités de prise en charge
des frais de déplacements temporaires des agents territoriaux aux modifications déjà apportées
par le décret n° 2019-139 du 26 février 2019, en instaurant la possibilité d'un remboursement
au réel des frais de repas, dans la limite du plafond forfaitaire en vigueur (17,50 € à compter
du 1^{er} janvier 2020).

Sont considérés comme déplacements temporaires, les déplacements liés à une mission, à la
participation à une action de formation ou à un colloque, ou pour le passage d'un concours ou
examen professionnels (à raison d'une fois par an maximum.). Les déplacements doivent être
validés au préalable par un ordre de mission.

A l'issue de leur déplacement, les agents (stagiaires, titulaires, contractuels) ont la possibilité
de solliciter leur employeur pour le remboursement des frais de repas si ceux-ci ne sont pas
pris en charge par un autre organisme (par exemple, un organisme de formation).

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-06-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-06-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Le remboursement des frais de repas peut s'appliquer si le déplacement s'effectue sur la totalité des périodes suivantes : de 11h à 14h et/ou de 18h à 21h.

La demande d'un remboursement de frais de repas entraîne le retrait d'un ticket restaurant s'il s'agit d'un repas qui intervient pendant la pause méridienne et si l'agent bénéficie de tickets restaurants.

La présente délibération a pour objet :

- De préciser les modalités de remboursement des frais de repas
- D'autoriser Monsieur le maire à procéder au remboursement des frais de repas au réel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 ayant pour objet d'adapter les modalités de prise en charge des frais de déplacement temporaire des agents territoriaux aux modifications déjà apportées par le décret n° 2019-139 du 26 février 2019,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du comité technique en date du 5 novembre 2020,

Vu l'avis favorable de la commission Finances et action municipale du 27 novembre 2020,

Accusé de réception en préfecture 038-213805534-20201221-2020-06-05-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-06-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à procéder au remboursement au réel, sur présentation de justificatifs, des frais de repas occasionnés par les déplacements professionnels des agents de la commune en dehors de leur résidence administrative ou familiale, et ce, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire.

DIT que la possibilité de bénéficier de remboursement de frais de repas peut s'appliquer si le déplacement s'effectue sur la totalité des périodes suivantes : de 11 h à 14h et/ou de 18h à 21h.

DIT que la demande d'un remboursement de frais de repas entraîne le retrait d'un ticket restaurant s'il s'agit d'un repas qui intervient pendant la pause méridienne et si l'agent bénéficie de tickets restaurants.

DIT que la dépense sera imputée au chapitre 011, fonction 020, compte 6251 du budget de la commune.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture
038-213805534-20201221-2020-06-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020